

## Marchés publics : prototype de partage des données

*L'association Breizh Small Business Act propose un modèle innovant pour renforcer la transparence de la dépense et des comptes publics. Après un premier lancement avec les seules data de la région, la solution agrège les informations des quatre conseils départementaux et de onze agglomérations bretonnes. Se pose le problème de la validation du format pivot de données et des modalités de collecte...*

---

« *L'industrialisation de la mise à disposition des données de marchés publics* » est le credo de Céline Faivre. En plus de sa casquette au SGMAP, l'adjointe chef de mission de l'administration numérique préside en effet, depuis fin 2011, [Breizh Small Business Act](#) (Breizh SBA).

**L'association veut "contribuer à la performance de la commande publique régionale, en créant les conditions de confiance nécessaires au développement d'une concurrence saine et loyale"**, indiquent ses statuts. Avec trois moyens d'action : **animer les débats entre secteur public et privé, rationaliser les procédures et promouvoir l'ouverture des données**. Dans ce cadre, le premier portail régional d'informations ["My Breizh Open data-Marchés Publics"](#) **dresse un état des lieux de la commande bretonne**

(110 M€). **Le prototype, disponible depuis mai, veut désormais agréger les informations des autres collectivités régionales, voire, à terme, nationales**. La première réunion d'élargissement des contributeurs aux quatre conseils départementaux bretons et 11 métropoles et agglomérations ainsi qu'aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics, s'est déroulée à Rennes, le 2 octobre.

### Observatoire régional de l'achat

Concrètement, l'observatoire régional de l'achat public permet de rendre "visible et lisible", selon l'expression de Céline Faivre, l'ensemble des marchés publics attribués par un donneur d'ordre (dès l'attribution et la notification) et de multiples informations les qualifiant : nom de l'attributaire, lieu d'implantation géographique, secteur d'activité, objet et type de marché, montant des marchés attribués et mandatés (réglés à l'opérateur économique) "dès le premier euro dépensé".

### Les acteurs économiques vont disposer d'indicateurs précieux...

Il permet déjà, de recueillir et d'analyser les données des marchés afin d'avoir une connaissance "fine et précise" de l'achat public. **Ces données aident les décideurs à mieux comprendre et donc à faire évoluer leurs pratiques en matière de commande publique tout en accédant à une meilleure connaissance des réalités économiques de leur territoire, pour favoriser notamment les politiques de soutien aux PME innovantes. Ce recensement bénéficie aussi aux entreprises qui peuvent ainsi mieux préparer leur candidature aux marchés publics.** « Grâce à cet observatoire, les acteurs économiques vont disposer d'indicateurs précieux concernant les politiques d'achat des collectivités territoriales », résume-t-elle.

### Industrialisation de la solution

Techniquement, l'association Breizh SBA porte le projet, avec une assistance à maîtrise d'ouvrage, récemment attribuée au cabinet de conseil Kurt Salmon. Réalisé en 6 mois, le premier prototype s'est d'abord appuyé sur les seules data de la région, avec le soutien de la DSI. « *Nous allons chercher les données dans les logiciels de finance de la collectivité et à l'aide de l'API MPS mais nous travaillons avec CGI/Logica pour appeler les données dans l'entrepôt de la plateforme de marchés publics* », précise Céline Faivre. « *Si nous voulons le faire au niveau national, il faudra aller chercher les données dans l'application de gestion comptable et financière Hélios* », poursuit-elle. Actuellement, les data sont visualisées via un outil mis à disposition gratuitement par MGDIS, adhérent de l'association et membre du conseil d'administration. « **A terme, il sera possible de faire des analyses de type data science** », s'enthousiasme-t-elle.



### **Il sera possible de faire des analyses de type data science...**

Après la mise en service de la 1ère version, l'objectif est à la généralisation et à son déploiement régional. **Pour ce faire, une "structure souple et agile" se met en place pour structurer la collecte en mutualisant les infrastructures (portails, plateformes...), définissant des données "au format pivot" et développant des API.** Sous la houlette des membres du bureau de l'association, **un comité technique des DSI des 16 grandes collectivités et des éditeurs élaborent les recommandations en matière de traitement des data... Il se réunit chaque mois pour travailler sur les conditions de production, de publication et de diffusion des données et des indicateurs.** Pour industrialiser le process, il est aussi prévu d'animer les communautés de producteurs et d'utilisateurs de données : un hakathon ou journée d'innovation ouverte entre les start-ups, chercheurs, utilisateurs de données devrait permettre d'identifier de nouveaux "services à valeur ajoutée", enrichir les usages et trouver les autres données pouvant être mobilisées. Elle devrait se tenir début 2016, sur le Campus de Ker Lann, à Bruz, aux portes de Rennes.

### **Open data et gouvernement ouvert**

Le conseil régional de Bretagne soutient l'association par le versement d'une subvention de fonctionnement et par la mise à disposition de moyens pour l'élaboration du prototype. La **Caisse des Dépôts** abonde à hauteur de 40 k€. Un dossier d'aide directe aux investissements a été déposé auprès du Fonds européen de développement régional (50 k€ au Feder). Une fois la nouvelle version du prototype stabilisé, le modèle devrait pouvoir être transposé au niveau national. « *D'autres territoires ont d'ailleurs montré leur intérêt : conseils départementaux du Calvados, des Deux-Sèvres, des **Hauts-de-Seine**, GIP Maximilien, **e-Bourgogne**...* », justifie-t-elle.

### **Conseils départementaux du Calvados, des Deux-Sèvres, des Hauts-de-Seine, GIP Maximilien, e-Bourgogne...**

[L'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics](#)  pose, dans son article 56, de nouvelles bases en matière d'utilisation et de diffusion des données de marchés publics. **La démarche menée par Breizh SBA s'inscrit aussi dans les politiques d'open data et d'open government.** Le portail My Breizh open data est d'ailleurs mentionné comme exemple d'initiative locale dans la stratégie nationale. D'autres pays expérimentent des initiatives similaires, par exemple, [Vue sur les contrats](#) , développé au Canada, pour visualiser les contrats et subventions de la ville de Montréal, depuis janvier 2012. « *Nous faisons la preuve du concept au niveau breton et ensuite nous pourrons mettre l'outil à la disposition de tous* », conclut Céline Faivre.